

*David BASLE*  
*Expert-comptable diplômé d'Etat*  
*Inscrit au tableau de l'Ordre d'Aquitaine*  
*Commissaire aux comptes*  
*Membre de la Compagnie Régionale de Pau*

## **ASSOCIATION CLEM**

**31 DECEMBRE 2022**

**\* \* \***

**RAPPORT ANNUEL DU COMMISSAIRE AUX**  
**COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**ASSOCIATION CLEM**

**Siège social : 2 PLACE LEON BUYSSOU  
40 110 MORCENX**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/12/2022*

Aux Adhérents

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la ASSOCIATION CLEM relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la ASSOCIATION CLEM à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice : sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du le Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre association auprès des associations contrôlant votre association ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la ASSOCIATION CLEM à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre

à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.  
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société<sup>1</sup> à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mont-de-Marsan, le 10 Juin 2023

Le Commissaire aux comptes

**DAVID BASLE**

# BILAN ACTIF

**Davis**  
Inscrit sous le n° 3288-AS  
Commissaire aux Comptes  
de la Cour d'Appel de Paris

**Du 01/01/2022 au 31/12/2022**

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

01/01/2021 au

31/12/2021

## ACTIF

### ACTIF IMMOBILISE

#### Immobilisations incorporelles

- Frais d'établissement
- Frais de recherche et développement
- Donations temporaires d'usufruit
- Concessions, brevets et droits similaires
- Autres
- Immobilisations incorporelles en cours
- Avances et acomptes

#### Immobilisations corporelles

- Terrains
- Constructions
- Installations techn., matériel et outil. ind.
- Autres
- Immobilisations corporelles en cours
- Avances et acomptes

#### Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés

#### Immobilisations financières

- Participations et créances rattachées
- Autres titres immobilisés
- Prêts
- Autres

**TOTAL (I)**

**31 608,15**

**3 296,08**

**28 312,07**

**2 017,41**

### ACTIF CIRCULANT

#### Stocks et en-cours

#### Créances

- Créances clients, usagers et comptes ratt.
- Créances reçues par legs ou donations
- Autres

#### Valeurs mobilières de placement

#### Instruments de trésorerie

#### Disponibilités

#### Charges constatées d'avance

**TOTAL (II)**

**177 039,53**

**177 039,53**

**187 079,09**

#### Frais d'émission des emprunts (III)

#### Primes de remboursement des emprunts (IV)

#### Ecart de conversion actif (V)

**TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)**

**208 647,68**

**3 296,08**

**205 351,60**

**189 096,50**

# BILAN PASSIF

David BASSOC CLEM  
3288 - ASSE  
Inscrit près de la Cour d'Appel de Pau

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

## PASSIF

Du 01/01/2022 au 31/12/2022  
Du 01/01/2021 au 31/12/2021

### FONDS PROPRES

Fonds propres sans droit de reprise

Fonds propres statutaires

Fonds propres complémentaires

Fonds propres avec droit de reprise

Fonds propres statutaires

Fonds propres complémentaires

Ecarts de réévaluation

Réserves

Réserves statutaires ou contractuelles

Réserves pour projet de l'entité

Autres

Report à nouveau

Excédent ou déficit de l'exercice

15 608,91 15 608,91

108 576,76 61 169,40

-2 065,51 47 407,36

Situation nette (sous total) 122 120,16 124 185,67

Fonds propres consommables

Subventions d'investissement

Provisions réglementées

22 763,50

TOTAL (I) 144 883,66 124 185,67

### FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS

Fonds reportés liés aux legs ou donations

Fonds dédiés

TOTAL (II)

### PROVISIONS

Provisions pour risques

Provisions pour charges

TOTAL (III)

### DETTES

Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes financières diverses

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes des legs ou donations

Dettes fiscales et sociales

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Autres dettes

Instruments de trésorerie

Produits constatés d'avance

37 168,62 49 553,55

22 617,58 12 225,97

681,74 401,31

2 730,00

TOTAL (IV) 60 467,94 64 910,83

Ecarts de conversion passif

(V)

TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) 205 351,60 189 096,50

# COMPTE DE RÉSULTAT

David BASSI  
3288 ASSOC CLEM  
Commissaire aux Comptes  
Inscrit près de la Cour d'Appel de Pau

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

Du 01/01/22  
au 31/12/22

Du 01/01/21  
au 31/12/21

## PRODUITS D'EXPLOITATION

Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	128 247,97	89 920,30
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	219 361,95	174 938,06
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 778,61	7 401,94
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	14,35	8,79
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>350 402,88</b>	<b>272 269,09</b>

## CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises	21 520,52	15 159,95
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	179 705,35	103 668,81
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 444,78	1 564,76
Salaires et traitements	116 330,44	81 720,44
Charges sociales	31 440,48	24 440,16
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 325,10	322,59
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	4,41	9,42
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>352 771,08</b>	<b>226 886,13</b>

**RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) -2 368,20 45 382,96**

## PRODUITS FINANCIERS

De participation	609,01	244,12
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>609,01</b>	<b>244,12</b>

## CHARGES FINANCIÈRES

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		

**TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)**

**RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) 609,01 244,12**

# COMPTE DE RÉSULTAT

David BASILE  
Commissaire aux Comptes  
Inscrit près du Cour d'Appel de  
3288 ASSOC CLEM

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

	Du 01/01/22 au 31/12/22	Du 01/01/21 au 31/12/21
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-1 759,19</b>	<b>45 627,08</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	6,80	2 830,24
Sur opérations en capital	769,12	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	<b>775,92</b>	<b>2 830,24</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 082,24	1 049,96
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>1 082,24</b>	<b>1 049,96</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-306,32</b>	<b>1 780,28</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>351 787,81</b>	<b>275 343,45</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>353 853,32</b>	<b>227 936,09</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>-2 065,51</b>	<b>47 407,36</b>



# ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

David BASTIE  
32887 ASSOC CLEM  
Inscrit près de la Cour d'Appel de Pau  
Commissaire aux Comptes

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

## FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est de 205 351,60 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de -2 065,51 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

## RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2022 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

### Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

### Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

# ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Inscrit par le Tribunal de Commerce de Pau  
3288 - ASSOC CLEM  
Dossier B311  
Comptable des Comptes de l'Appel de Pau

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

## Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

## Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

## Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

## IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

### Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

## STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente), est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

## CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

# IMMOBILISATIONS CORPORELLES

ASSOC CLEM  
3288

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentation suite à réévaluation	Acquisitions
INCORP. CORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL			
	Terrains				
	Constructions				
	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales, agencés & aménagés construct.				
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
	Inst. générales, agencés & aménagés divers				
	Autres immos corporelles				27 620
FINANCIERES	Matériel de transport				
	Matériel de bureau & mobilier informatique		3 898		
	Emballages récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	3 898		27 620
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		90		
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières				
		TOTAL	90		
TOTAL GENERAL			3 988		27 620

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions par virt poste	par cessions	Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légal/Valeur d'origine
INCORP. CORPORELLES	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL				
	Terrains					
	Constructions					
	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui					
	Inst. gal. agen. amé. cons					
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
	Inst. gal. agen. amé. divers					
	Autres immos corporelles				27 620	
FINANCIERES	Matériel de transport				3 898	
	Mat. bureau, inform., mobilier					
	Emb. récupérables & divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL			31 518	
	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations				90	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières					
		TOTAL			90	
TOTAL GENERAL					31 608	

# ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

Dossier 3288 - ASSOC CLEM  
Inscrit près de la C. d'Appel de  
Commissaire aux Comptes

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

## CADRE A

### SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL</b>				
Terrains				
Sur sol propre				
Constructions				
Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels				
Inst. générales agencem. amén.				
Autres immob. corporelles				
Matériel de transport		575		575
Mat. bureau et informatiq., mob.	1 971	750		2 721
Emballages récupérables divers				
<b>TOTAL</b>	1 971	1 325		3 296
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 971</b>	<b>1 325</b>		<b>3 296</b>

## CADRE B

### VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Différentiel de durée	DOTATIONS Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	REPRISES Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Mouv. net des amorts fin de l'exercice
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immob. incorporelles							
<b>TOTAL</b>							
Terrains							
Constr.							
Sur sol propre							
Sur sol autrui							
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage							
Inst. gales, ag. am div							
Matériel transport							
Mat. bureau mobilier inf.							
Emballages réc. divers							
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acquisition de titres de participations							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>Total général non ventilé</b>							

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

# ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

2288 - ASSOC CLEM

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

## ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	23 621	23 621	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
Renvois	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	31 758	31 758	
	Charges constatées d'avance	396	396	
<b>TOTAUX</b>		<b>55 776</b>	<b>55 776</b>	
Renvois	(1) Montant des	- Créances représentatives de titres prêtés - Prêts accordés en cours d'exercice		
	(2) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)	- Remboursements obtenus en cours d'exercice		
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

# COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

3788 - ASSOC CLEM

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

## CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	396
Financières	
Exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>396</b>

## PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	4 553
Autres créances	31 204
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>35 757</b>

# ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

3288 - ASSOC CLEM

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

## ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	37 169	37 169		
Personnel & comptes rattachés	6 838	6 838		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	12 491	12 491		
Etat & Impôts sur les bénéfices				
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	3 289	3 289		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	582	582		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAUX</b>	<b>60 368</b>	<b>60 368</b>		

Renvois

- (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exer.  
(2) Montant divers emprunts, dett/associés

# COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

Doss - ASSOC CLEM  
3208 - ASSOC CLEM

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

## CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 363
Dettes fiscales et sociales	10 530
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	59
<b>TOTAL DES CHARGES À PAYER</b>	<b>38 952</b>



# DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES

4288 - ASSOC CLEM

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2021 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2020

## DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES